

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

22 février 2024

Moyen-Orient

- Le 21 février, B'Tselem a publié un [article](#) soulignant que les projets israéliens visant à créer une zone tampon, ou « zone de sécurité », à l'intérieur de la bande de Gaza sont illégaux et constituent un crime de guerre, d'autant qu'Israël détruit tout ce qui se trouve dans la zone désignée et que celle-ci sera interdite aux Palestiniens, même à ceux qui y vivaient ou y cultivaient des champs avant la guerre.
- Le 21 février, le Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) a publié un [communiqué de presse](#) condamnant l'assassinat de Nour Naser Abu Al-Nour, avocate du PCHR, et de sept membres de sa famille, dont sa fille âgée de deux ans, lors d'une frappe aérienne israélienne sur sa maison à Rafah.
- Le 19 février, Adalah, HaMoked et d'autres organisations israéliennes de défense des droits humains ont conjointement présenté un [appel](#) à la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'exhortant à prendre des mesures immédiates pour mettre fin aux abus systématiques dont sont victimes les prisonniers et détenus palestiniens dans les prisons et centres de détention israéliens. Ce mois-ci, Physicians for Human Rights – Israel a également publié un [rapport](#) d'enquête sur les conditions d'incarcération des Palestiniens en Israël depuis le 7 octobre, mettant en évidence des violations systématiques des droits humains.
- Le 18 février, HaMoked – Centre for the Defense of the Individual a publié un [communiqué de presse](#) annonçant que la Cour suprême d'Israël avait rejeté sa requête demandant que soit révélé le sort de 62 Gazaouis incarcérés en Israël et qu'en raison de ce rejet, ces personnes resteraient en détention prolongée au secret. Les détenus en question, dont deux mineurs, avaient été arrêtés à la suite du déclenchement de la guerre, le 7 octobre 2023.
- Le 15 février, Peace Now a publié un [rapport](#) intitulé « A Good Year for Settlements; A Bad Year for Israel », qui contient un résumé des activités de colonisation menées par Israël en 2023.
- Le 6 février, en réponse à un appel à contribution lancé par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Al-Haq, Addameer Prisoner Support and Human Rights Association, Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center (JLAC) et d'autres organisations ont envoyé une [soumission commune](#) soulignant l'oppression qu'Israël continue d'exercer sur les Palestiniens, au-delà de leur massacre. Les auteurs ont notamment mis en évidence la mutilation de dépouilles et le refus de restituer les

corps de Palestiniens, l'utilisation de fosses communes, ainsi que le bombardement et la destruction au bulldozer de tombes et de cimetières palestiniens.

Asie et Europe

- Le 24 février, l'Association France Palestine Solidarité organisera à Paris une [veillée](#) de solidarité avec les victimes du génocide en cours à Gaza.
- Le 23 février, Australians for Palestine et Australia Palestine Advocacy Network organisera une cérémonie à Melbourne pour décerner le prix [Jerusalem \(Al Quds\) Peace Prize](#) à la D^{re} Helen McCue, cofondatrice de Union Aid Abroad. Ce prix récompense les contributions et les efforts exceptionnels d'Australiens et Australiennes cherchant à aider les Palestiniens dans leur quête de justice.
- Le 21 février, l'Agence Média Palestine a publié un [article](#) nommant certains des journalistes tués à Gaza au cours des quatre derniers mois et mettant en lumière des images, des reportages et des vidéos qu'ils avaient produits avant leur mort.
- Le 19 février, le Palestinian Return Centre a organisé une [table ronde](#) intitulée « Anti-apartheid Solidarity: South Africa and Palestine », à laquelle ont pris part des intervenants de la société civile et du monde universitaire.
- Le 18 février, les directeurs généraux de plusieurs agences humanitaires et organisations de défense des humains, dont Amnesty International, ont publié une [déclaration](#) d'urgence commune condamnant l'évolution de la situation à Rafah et mettant en garde contre les conséquences catastrophiques qui surviendraient si Israël ne mettait pas fin à son projet d'offensive terrestre dans la région.
- Le 17 février, Al-Haq, Al Mezan Center for Human Rights et le Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) ont publié une [déclaration commune](#) saluant la décision de la cour d'appel néerlandaise d'interdire toute nouvelle exportation de pièces d'avions de combat F-35 vers Israël, compte tenu du risque que ces équipements contribuent à de graves violations du droit humanitaire international.

Amérique du Nord

- Le 2 mars, le People's Forum organisera un [événement](#) hybride intitulé « A People's Night of Poetry and Music for Palestine », qui réunira des écrivains, des alliés et des musiciens palestiniens de New York, de West Philadelphia et de la Nouvelle-Orléans.
- Le 23 février, le Jerusalem Fund organisera un [webinaire](#) intitulé « Gaza at the Hinge of History: The Global and Regional Dynamics of the Gaza War », qui comprendra un débat sur les principaux changements survenus dans la dynamique mondiale et régionale depuis le 7 octobre, ainsi que sur l'évolution du paysage international dans le contexte de la guerre à Gaza.

- Le 22 février, Americans for Peace Now organisera un [webinaire](#) pour étudier le décret récemment annoncé par le Président Biden pour faire face à l'escalade de la crise causée par la violence des colons en Cisjordanie. Ce décret impose des sanctions financières et des interdictions de visa à quatre personnes, mais il pourrait avoir des conséquences plus larges sur la colonisation entreprise.
- Le 15 février, J Street a publié une [déclaration](#) exprimant son inquiétude au sujet d'une éventuelle opération militaire israélienne à Rafah et appelant le Président Biden à exposer publiquement les « conséquences claires et désastreuses » pour les intérêts d'Israël qu'une telle action pourrait avoir.

Amérique latine

- Le 18 février, l'Instituto Brasil-Palestina a publié un [communiqué de presse](#) pour exprimer sa pleine solidarité avec le Président Lula après que ce dernier a été critiqué par le Premier Ministre israélien Netanyahu pour avoir comparé le génocide commis par les forces israéliennes à Gaza aux horreurs commises par les nazis.
- Le 17 février, la Comunidad Árabe de Bolivia a publié une [déclaration](#) condamnant l'agression actuellement menée par les forces israéliennes à Gaza et exprimant son inquiétude face aux menaces d'incursion à Rafah, la zone la plus densément peuplée de la planète. L'ONG a appelé de ses vœux le respect du droit international et l'application urgente d'un cessez-le-feu.
- Le 16 février, le Comité Argentino de Solidaridad con el Pueblo Palestino a organisé une [manifestation](#) à Buenos Aires pour demander la fin du génocide à Gaza et rejeter le transfert de l'Ambassade d'Argentine en Israël à Jérusalem. Des images de cette « Caravana por Palestina » sont disponibles [ici](#).
- Le 12 février, l'Asociación Palestina Honduras a publié une [déclaration](#) condamnant le génocide en cours en Palestine et appelant la Présidente Xiomara Castro à se joindre au procès intenté par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice, comme l'ont fait le Nicaragua, la Colombie, le Brésil et d'autres pays.

Organisation des Nations Unies

- Les 3 et 4 avril, à Genève, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien organisera une conférence destinée aux organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine et intitulée « Building bridges with international civil society to address the ongoing Nakba ». De plus amples informations sur cette conférence ainsi que sur les modalités d'inscription sont disponibles [ici](#).
- Le 22 février, Tor Wennesland, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, a présenté au Conseil de sécurité un [exposé](#) sur la situation au

Moyen-Orient, avertissant que la situation à Gaza « pourrait rapidement échapper à tout contrôle dans la région ».

- Le 21 février, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a publié une [déclaration](#) des principaux membres du Comité permanent interorganisations énumérant dix conditions à remplir pour éviter une aggravation de la catastrophe humanitaire à Gaza et fournir aux civils des produits de première nécessité (médicaments, eau potable, nourriture et abris).
- Le 20 février, le Programme alimentaire mondial (PAM) a publié un [communiqué de presse](#) annonçant qu'il suspendait les livraisons d'aide alimentaire dans le nord de Gaza jusqu'à ce que les conditions soient réunies pour permettre des distributions sûres.
- Le 20 février, le [Conseil de sécurité](#) s'est réuni pour discuter de la situation à Gaza. Les États-Unis ont opposé leur veto à une résolution présentée par l'Algérie au nom des États arabes, dans laquelle était exigé un cessez-le-feu humanitaire immédiat que toutes les parties devraient respecter.
- Le 20 février, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié un [communiqué de presse](#) détaillant deux missions qu'elle a menées dans le sud de Gaza les 18 et 19 février afin de transférer 32 patients en état critique du complexe médical Nasser vers d'autres hôpitaux de Gaza. Le complexe médical Nasser a subi d'importants dégâts à la suite d'un raid israélien.
- Le 16 février, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié un [communiqué de presse](#) relayant l'appel lancé par le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a déploré le nombre élevé de victimes civiles, soulignant qu'au moins 7 700 enfants avaient dû être enterrés par leurs mères dans la bande de Gaza.
- Le 16 février, la Cour internationale de Justice (CIJ) a publié un [communiqué de presse](#) annonçant sa décision sur la demande en indication de mesures conservatoires additionnelles présentée par l'Afrique du Sud le 12 février. La CIJ a noté que les mesures conservatoires indiquées dans son ordonnance du 26 janvier étaient applicables à l'ensemble de la bande de Gaza, y compris Rafah, et ne nécessitaient donc pas l'indication de mesures additionnelles.
- Le 15 février, le HCDH a publié une [déclaration](#) dans laquelle il s'est dit profondément préoccupé par les informations selon lesquelles les forces israéliennes avaient pris d'assaut le centre médical Nasser, dans le sud de la bande de Gaza, notant que cet assaut semblait s'inscrire dans le cadre d'une série d'attaques menées par les forces israéliennes contre des infrastructures civiles essentielles à la survie de la population de Gaza, en particulier les hôpitaux.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute

responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet, dont les liens figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>